

Lundi 16 Octobre 2017

Lettre Ouverte aux Représentants Permanents auprès des Nations Unies: Recommandations sur le Débat Ouvert du Conseil de Sécurité sur les Femmes, la Paix, et la Sécurité (FPS)

Cher Ambassadeur, chère Ambassadrice,

En approchant au dix-septième anniversaire de l'adoption de la RCS 1325 (2000) et au débat ouvert annuel du Conseil de Sécurité sur les femmes, la paix, et la sécurité (FPS), nous profitons de cette occasion pour réitérer les principes fondamentaux inscrits dans l'agenda FPS et pour exhorter chaque État Membre de les promouvoir et de les respecter de manière plus cohérente.

L'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et la protection des droits des femmes, sont intrinsèques au développement durable et à la prévention des conflits. La participation significative des femmes dans la résolution des conflits, les efforts humanitaires, les processus de paix, la consolidation de paix, les élections, la réforme du secteur de la sécurité, et les processus politiques sont aussi fondamentaux au maintien de la paix. Ces principes sont intégraux à l'agenda FPS et doivent être centraux aux discussions plus larges au sein du système des Nations Unies sur le développement durable, la paix, et la sécurité. Une société civile robuste et diverse, qui comprend les organisations des femmes, les femmes défenseuses des droits humains, les activistes, et les femmes leaders, est aussi essentielle. Essentiel est aussi un environnement favorable pour les femmes leaders de la société civile qui comprenne une justice nationale inclusive et non-discriminatoire, des institutions politiques et de sécurité, un cadre législatif et politique fondé sur l'état de droit, l'égalité et les droits humains.

Malgré les engagements contenus dans les huit résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, la rhétorique positive affirmée chaque Octobre, et une abondance de preuves confirmant l'importance d'assurer l'égalité des genres et la participation des femmes dans les efforts de paix et sécurité, la mise en œuvre de l'agenda demeure fragmentée et est régulièrement désavantagée vis-à-vis d'autres considérations politiques. Cette approche ad-hoc peut même être perçue dans le contexte des pays suivis par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et donc ciblé par des investissements de la part de la communauté internationale.

Par exemple, en Afghanistan, un Plan d'Action National sur 1325 (2000) qui fut adopté en Juillet 2015 et fut reconnu sur le plan international, n'a pas encore été opérationnalisé dû à un manque de ressources et d'action de la part du gouvernement, entravant ainsi sa mise en œuvre. Il reste toujours un écart immense entre les politiques et les réalités vécues par les femmes engagées dans les processus de paix et qui préconisent les droits des femmes. Au présent, seul 11 des 70 membres du Haut Conseil de Paix restructuré sont des femmes, et pendant l'année dernière il y a eu une augmentation de 25% d'assassinats ciblés et intentionnels vers des femmes dans des rôles publics, y compris des défenseuses de droits humains, des professeuses, et des politiciennes perçues comme négligeant les normes sociales de genre dominantes. Pendant le renouvellement de mandat pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de 2017, le Conseil de Sécurité a voté pour éliminer les provisions référant les droits et la participation des femmes, aussi bien que l'éducation des filles.

Dans la République Centrafricaine, où les fonctionnaires de l'ONU mettent en garde que l'intensification de la violence pourrait entamer une nouvelle crise dévastatrice comme celle qui a touché le pays il y a quatre ans, il est estimé que 44% des femmes et 40% de filles ont été violées, fréquemment ciblées par des auteurs leurs soupçonnant d'être d'une religion distincte ou d'interagir avec l'autre côté de la division sectaire. Les rapports de cas d'exploitation et d'abus sexuels commis par les forces de maintien de la paix persistent. Les femmes demeurent largement exclues des efforts de reconstruction et de consolidation de paix, alors que le poste Supérieur de Conseiller de Genre au sein de la mission de maintien de la paix fut déclassé à un poste inférieur conséquence de coupes budgétaires de maintien de la paix.

Au Yémen, une crise humanitaire énorme se produit sur un fond d'une situation de droits humains désastreuse aggravée par la circulation et l'utilisation d'armes sans considération des prohibitions des armes ou de leurs risques. Les femmes et filles Yéménites constituent 62% des 4 millions de personnes atteints de malnutrition aiguë et les cas de violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) rapportés ont augmenté de 65% depuis mars 2015. Les femmes activistes et femmes actives dans la vie publique sont confrontées à des menaces envers leur sécurité physique, motivées en partie par une rhétorique conservatrice qui soutient les rôles de genre restrictifs qui limitent grandement le rôle des femmes dans la vie publique. Néanmoins, les femmes à travers le Yémen mènent la voie en soutenant la cohésion communautaire et en promouvant la paix au niveau local, y compris dans leurs

propres familles, dans les efforts humanitaires, en fournissant un appui psychosocial, et dans la vie civique. Les organisations locales dirigées par les femmes appuient les populations déplacées, négocient avec les chefs de milices pour libérer les prisonniers de guerre, et trouvent des stratégies pour survivre aux sièges dans lesquels elles sont prises. Pourtant dans les processus de paix formels, les femmes demeurent absentes. Seul sept femmes ont été invitées à participer dans les dialogues menés sous l'égide des Nations Unies sur le Yémen en 2016 au Kuweit, et seulement comme observatrices.

En Colombie, les femmes locales activistes and défenseuses des droits humains continuent de défier les menaces de mort et de VSBG pour se mobiliser autour de la mise en œuvre du processus de paix. Elles œuvrent pour sauvegarder et promouvoir leurs droits, y compris ceux des femmes indigènes et afro-colombiennes, en assurant un tolérance zéro pour le VSBG, et en démilitarisant et désarmant la société dans l'ensemble. De manière similaire, au Nigéria et au Sud-Soudan, les femmes risquent leurs vies quotidiennement pour contribuer aux délibérations de sécurité et à l'aide humanitaire.

En Irak, le plan d'action national sur 1325 reste non financé et non mis en œuvre et dans les régions touchées par le conflit, les femmes restent très vulnérables au VSBG et à l'exploitation sexuelle même après la retraite de ISIS. Les femmes sont aussi largement exclues du processus de réconciliation et de reconstruction en Irak, mais elles demeurent actives aux niveaux locaux, en apprivoisant des services de premières lignes en s'engageant dans les activités de paix au niveau communautaire, tout comme les femmes en Syrie. En Irak et en Syrie, les groupes locaux et internationaux documentent les crimes de guerre s'élevant au génocide, aussi bien que les crimes commis contre les femmes, les lesbiennes, les gays, les transsexuels, les personnes intersexuées, et d'autres groupes marginalisés et persécutés pour défier des rôles de genre traditionnellement prescrits.

A l'échelle mondiale, les femmes, les enfants, et les jeunes constituent environ 80% des 65 millions de personnes forcées de se déplacer. Les femmes et filles déplacées vivent des bouleversements au niveau de leurs études et des moyens de subsistances et il est estimé qu'une femme déplacée sur cinq a vécu la VSBG. Malgré ces attaques, les survivantes ont des difficultés à accéder sans discrimination les services médicaux, juridiques, psychosociaux et les moyens de subsistances, y compris les services de santé sexuelle et reproductive, sans discrimination et continuent à se confronter à la discrimination basée sur le genre, malgré sa prohibition dans le droit international humanitaire.

Il est insuffisant d'exprimer son appui pour l'agenda FPS et ensuite de garder le silence devant les mesures répressives brutales et les attaques sur la société civile féminine et les femmes défenseuse des droits humains ; de négliger l'exclusion ou la marginalisation des femmes dans le processus politiques et de sécurité ; de ne pas dénoncer les développements aux niveaux nationaux qui nuisent à la condition des femmes et à leurs droits ; ou de permettre que les provisions liées au genre soient coupées des mandats ou des budgets.

Les États Membres engagés à la prévention des conflits doivent devenir des porte-étendards en sauvegardant les droits des femmes. Ils doivent mener la voie, aussi bien chez eux au niveau domestique que dans leurs politiques et aides étrangères, sur l'égalité des genres, et l'inclusion et la non-discrimination sur la base de la race, religion, orientation sexuelle et identité du genre, habilité, âge, ou autre condition. Les femmes qui contribuent aux efforts de développement des alertes précoces de conflits violents, qui mènent des initiatives locales pour lutter contre et prévenir l'extrémisme, et qui fournissent des services essentiels pour les survivantes, devraient être appuyées d'une manière qui priorise leurs objectifs stratégiques sur la base de leurs propres évaluations des besoins locaux. De plus, une attention particulière doit être accordée à assurer que les efforts de lutte antiterroristes et de régulations financières n'entravent ni ne limitent leurs efforts de défier tout acteur impliqué dans l'alimentation de la violence et des abus. Il doit y avoir la redevabilité pour les violations de droits humains graves, y compris de VSBG qui constituent des crimes de guerres, des crimes contre l'humanité, et même le génocide, aussi bien qu'endiguer la circulation des armes légères comme prescrit dans le Traité sur le Commerce des Armes et d'autres instruments juridiques. L'application dans son intégralité de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable renforcera aussi l'agenda FPS en assurant une cohérence politique entre les efforts de mise en œuvre de l'Objectif 5 sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et l'Objectif 16 sur la promotion de sociétés pacifiques, justes, et inclusives.

Les femmes qui se trouvent dans des situations de conflit et de crise continuent de faire face à des menaces extrêmes envers leur sécurité, aussi bien qu'à des barrières à leur participation, mais néanmoins, elles persistent en préconisant leur inclusion, leurs droits, et pour que leurs solutions soient entendues et que les actions adoptées y conforment. Les femmes et les organisations des femmes dans les pays touchés par les conflits ont besoin d'un appui politique et financier de la communauté internationale, et non de ses promesses vides.

Sincèrement,

1. 1325 Network Finland (Finland)
2. منظمة عيس منظمة و Abes Development Organization for Women and Children (Yemen)
3. Abjad Center for Studies and Development (Yemen)
4. ACDemocracia (Ecuador)
5. ACTED (France)
6. ActionAid International
7. Address for Social Development (Yemen)
8. ADDROSMIL (Democratic Republic of the Congo)
9. Adéquations (France)
10. Advocacy for women in peace and security-Africa (Kenya)
11. Advocates for Youth (United States)
12. Afaq Foundation for Development (Yemen)
13. Afghan Australian Development Organisation (Australia)
14. African Care RY (Finland)
15. African Centre for Democracy and Human Rights Studies (The Gambia)
16. African Law Foundation (AFRILAW) (Nigeria)
17. African Sky (Netherlands)
18. After Bruce (United States)
19. Aid Organization (Bangladesh)
20. Akjah Reconciliation and Development Network, 100 Women Achievers (India)
21. Al - Mohsenin Charity Development Foundation (Yemen)
22. Al - Wajdan Foundation for Development and Rehabilitation (Yemen)
23. Al Basma Relief and Development Organization (SORD) (Yemen)
24. Al-Aman Organization for Blind women Care (Yemen)
25. Albanian Society for All Ages (ASAG) (Albania)
26. All Girls Foundation (Yemen)
27. Alliance Against Trafficking in Women and Children in Nepal (Nepal)
28. Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH) (Burundi)
29. Alliance of Inclusive Muslims (AIM) (Switzerland)
30. Alliance of Solidarity for the Family (ASFF) (Seychelles)
31. Amal Watan Organization (Yemen)
32. AMARA (Cambodia)
33. American Pakistan Foundation (United States)
34. Amnesty International
35. Ansifni Foundation For Development (Yemen)
36. Arab Women Organisation (Jordan)
37. Arkan Organization for development (Yemen)
38. Asociación Ciudadana por los Derechos Humanos (Argentina)
39. Asociación Mujeres por la Paz (Spain)
40. Association du Developpement et de la Promotion de Droits de L'homme (Mauritania)
41. Association for Women with Social Problems (Albania)
42. Association of War Affected Women (Sri Lanka)
43. Association pour la Protection de l'Environnement et le Developpement Durable de Bizerte (APEDDUB) (Tunisia)
44. Asuda (Iraq)
45. Aswat Nissa (Tunisia)
46. Australian Civil Society Coalition on Women Peace and Security (Australia)
47. Baader Foundation for Development (Yemen)
48. Bahrain Center for Human Rights (Bahrain)
49. Banteay Srei (Cambodia)
50. Belqees Foundation for Development (Yemen)
51. Best Future Foundation (Yemen)
52. BWPD (Burundi)
53. CADIRE CAMEROON ASSOCIATION (Cameroon)
54. Calcutta Research Group (India)
55. Canadian Federation of University Women (Canada)
56. Capri's Place (Nigeria)
57. CARE International
58. Centa for Organisational Development (Nigeria)
59. Center for Reproductive Rights (United States)
60. Center Women and Modern World (Azerbaijan)
61. Centre for Health and Social Justice (India)
62. Chanan Development Association (Pakistan)
63. Child and Green Foundation (Nigeria)
64. Children Are Reason Enough (Ghana)
65. CHOICE for Youth & Sexuality (Netherlands)
66. CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (South Africa)
67. Coalicion Mexicana por la Corte Penal Internacional (Mexico)
68. Coalition Ivoirienne pour la CPI (Côte d'Ivoire)
69. Code Development Foundation (Yemen)
70. Combatants for Peace (Israel)

71. Conciliation Resources (Global)
72. Consejo de Seguridad y Justicia de las Familias-Pueblo de la Nación Argentina (Argentina)
73. Consortium on Gender, Security and Human Rights (United States)
74. Cordaid (Netherlands)
75. Corporacion Centro de Apoyo Popular (CENTRAP) (Colombia)
76. Corporación Humanas Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género (Colombia)
77. Counseling Line for Men and Boys (Albania)
78. Counseling Line for Women and Girls (Albania)
79. COURAGE2D AGSHDE (Cameroon)
80. CUNY Law School (United States)
81. Cyprus Women's Lobby (Cyprus)
82. DA HAWWA LUR (Pakistan)
83. Danish United Nations Association (Denmark)
84. دفاع للحقوق والحريات و Defense for Rights and Freedoms Foundation (Yemen)
85. Democracy Today (Armenia)
86. Dorcas Aid International (Netherlands)
87. Dorcas Aid International (Netherlands)
88. Double Hope Films (United States)
89. Dr. Denis Mukwege Foundation (Netherlands)
90. DRC Congo à la Carte (Netherlands)
91. East Africa Law Society (Tanzania)
92. Echoes of Women in Africa Initiative (ECOWA) (Nigeria)
93. Ecumenical Church Leaders Forum (Zimbabwe)
94. Ekta (India)
95. El Nadim center for psychological rehabilitation of violence victims (Egypt)
96. Enga Women In Coffee (Papua New Guinea)
97. Enjaz Foundation for Development (Yemen)
98. Enwan Foundation for Social Development (Yemen)
99. Equality Heals Africa (Uganda)
100. Equality Now (United States)
101. Facilitating Peace (United States)
102. Federacion Mujeres y Municipalidades America Latina (Peru)
103. Feminist Majority Foundation (United States)
104. femLINKpacific (Fiji)
105. FIFEF (Democratic Republic of the Congo)
106. Forum for Women and Development (FOKUS) (Norway)
107. Fondation Scelles (France)
108. Fondo de Acción Urgente - América Latina (Colombia)
109. For All Foundation (Yemen)
110. مؤسسة الفؤاد للسلام والتنمية Fouad Foundation for Peace and Development (Yemen)
111. مؤسسة حرة للتنمية لجنوبية مصر Free Southern Foundation for Development (Egypt)
112. Fundacion para Estudio e Investigación de la Mujer (Argentina)
113. Gaia, Centro de las Mujeres (Venezuela)
114. Gender Action for Peace and Security (GAPS) (United Kingdom)
115. Gender and Mine Action Programme (Switzerland)
116. Gender Concerns International (Netherlands)
117. Gender Development Research and Studies Center (Yemen)
118. Gender Equality Initiative in International Affairs at the Elliott School, GWU (United States)
119. Generations without Qat (Yemen)
120. Georgetown Institute for Women, Peace & Security (United States)
121. Global Center on Cooperative Security
122. Global Centre for the Responsibility to Protect (United States)
123. Global Fund for Women
124. Global Justice Center
125. Global Network of Women Peacebuilders
126. Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC)
127. Gramin Punarnirman Sansthan (India)
128. Grandmothers Advocacy Network (GRAN) (Canada)
129. Gusoor for Peace & Coexistent (Yemen)
130. مؤسسة الحقوق المونل منظمة و Habitat for Rights and Development (HORD) (Yemen)
131. Hands Across the Divide (Cyprus)
132. Haus Of Khameleon (Fiji)
133. الشاملة والتنمية للدفاع ووطن امل Homeland Hopes for Defense and Comprehensive Development (Yemen)
134. الخيرية التنمويه الاكرام Honorary Development of Charity (Yemen)
135. Human Development Center (Somalia)
136. Human life for Development and Relief (Yemen)
137. IAMANEH Switzerland (Switzerland)
138. Impact for Change and Development (Nigeria)
139. Impunity Watch (Netherlands)

140. Initiative Féministe Euromed IFE-EFI
141. مؤسسة للتنمية انجاز Injaz Development Est (Yemen)
142. Inner City Resource Centre (South Africa)
143. Institute for International Women's Rights - Manitoba (Canada)
144. Institute for Women's Studies in the Arab World
145. Institute of Human Rights Communication Nepal (Nepal)
146. Institute of Human Rights Communication Nepal (IHRICON) (Nepal)
147. Inter Pares (Canada)
148. International Alert
149. International Alliance of Women
150. International Center for Research on Women
151. International Civil Society Action Network
152. International Council of Women ICW
153. International Federation of Business and Professional Women (IFBPW) (Switzerland)
154. International Justice Project (United States)
155. International Organization for Victim Assistance (United States)
156. International Planned Parenthood Association (IPPF) (India)
157. International Planned Parenthood Federation (United Kingdom)
158. International Service for Human Rights (ISHR)
159. International Sociological Association (Spain)
160. International Translation Services Bureau (ITSB) (Yemen)
161. International Women's Development Agency (IWDA) (Australia)
162. IOGT International (Sweden)
163. IRA - Mauritanie (Mauritania)
164. IraQueer (Iraq)
165. JAGO NARI (Fighting For Women Empowerment) (Bangladesh)
166. Jiyon Foundation for Human Rights (Iraq)
167. Joan B. Kroc Institute for Peace and Justice (United States)
168. مؤسسة وجوه للإعلام والتنمية Jof Foundation for Media and Development (Yemen)
169. Journalists for Human Rights (South Ossetia, Georgia)
170. Just Associates (JASS) (Global)
171. Justice Without Frontiers (Lebanon)
172. كريمة Karama (Turkey)
173. Kibera Women for Peace and Fairness (Kenya)
174. Komuniti Muslim Universal (Malaysia)
175. Kuwait Watch (Kuwait)
176. Kvinna till Kvinna Foundation (Sweden)
177. Le Planning Familial (France)
178. ليبيا إعلاميات منظمة Libyan Media Organization (Libya)
179. الليبية المرأة منبر منظمة Libyan Women's Forum (Libya)
180. للتنمية الحياة، انت مؤسسة Life for Development (Yemen)
181. Look Inside Foundation Development (LIFD) (Yemen)
182. هغلغ لودم (Iraq)
183. Lulu Community Empowerment Project (Kenya)
184. Lutheran World Federation (Switzerland)
185. MADRE
186. MÄN - Men for Gender Equality (Sweden)
187. Mannar Women's Development Federation and Women's Action Network (Sri Lanka)
188. Manusher Jonno Foundation (Bangladesh)
189. MASUM, Pune (India)
190. Mawada Association for society development (Yemen)
191. Mbah Adah (Cameroon)
192. موريتانيا إعلاميات اتحاد Media Union of Mauritania (Mauritania)
193. Medica Liberia (Liberia)
194. medica mondiale (Germany)
195. Medica Zenica (Bosnia and Herzegovina)
196. Men and Boys for Gender Equality (Botswana)
197. Men Engage Kenya Network (Kenya)
198. MEND (Palestine)
199. MenEngage Alliance (United States)
200. MenEngage Uganda (Uganda)
201. Middle East Collective (Germany)
202. Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (Canada)
203. Ms. magazine (United States)
204. Mujeres Saharausunms (Western Sahara)
205. Muslims for Progressive Values (United States)
206. Muslims for Progressive Values MPV Nederland (Netherlands)
207. Mwatana Organizations for Human Rights (Yemen)
208. My Health Organization (MHO) (Yemen)
209. Naserian foundation (Tanzania)
210. National Council of Women New Zealand (New Zealand)

211. National Council of Women of Canada (Canada)
212. المجلس الوطني لحقوق الانسان National Forum for Human Rights (Yemen)
213. National Union of the Saharawi Women (Western Sahara)
214. Nazra for Feminist Studies (Egypt)
215. Netwerk VN-Vrouwenverdrag / Dutch CEDAW Network (Netherlands)
216. Network of Rural Women Producers (Trinidad and Tobago)
217. مؤسسة للتنمية القادم الفجر مؤسسة Next Dawn Foundation for Development (Yemen)
218. NGO Working Group on Women, Peace and Security
219. NGO-Coordination Post Beijing Switzerland (Switzerland)
220. Niger Delta Women's movement for Peace and Development (Nigeria)
221. Nigerian Coalition for the International Criminal Court (NCICC) (Nigeria)
222. No Peace Without Justice (Belgium)
223. Noel Sylvester (Sri Lanka)
224. Norwegian Church Aid (Norway)
225. Older Womens Network Netherlands (Netherlands)
226. ONGDH Forum de la Femme Menagere "FORFEM" (Democratic Republic of the Congo)
227. Operation 1325 (Sweden)
228. منظمة للتنمية خبراء منظمة Organization of Experts for Development (Yemen)
229. Organization of Women's Freedom in Iraq (OWFI) (Iraq)
230. Orphanscorp (Nigeria)
231. Oxfam GB (Yemen)
232. Oxfam International
233. Pacific Women's Watch (NZ) (New Zealand)
234. Parents Circle - Families Forum (Israel)
235. PARI o DISPARE (Italy)
236. Participatory Human Rights Advancement Society (Bangladesh)
237. PAX (Netherlands)
238. Pax Christi International (Belgium)
239. مؤسسة للتنمية سلام بصمتنا مؤسسة Peace and Development Foundation (Yemen)
240. Peace is Loud (United States)
241. Peace Track Initiative (Yemen)
242. Peace X Peace (United States)
243. منظمة للنجدة الشعبية People's Aid Organization (PAO) (Iraq)
244. Physicians for Human Rights
245. الرائدات للحقوق والحريات وPioneers Association for Rights and Freedoms (Yemen)
246. Plan International
247. Platform for Social Justice (PSJ) (Uganda)
248. Proceso de Comunidades Negras (PCN) (Colombia)
249. PROMSEX, Centro de Defensa y Promocion de los Derechos Sexuales y Reproductivos (Peru)
250. Promundo
251. Promundo - US (United States)
252. Radha Paudel Foundation (Nepal)
253. Rainbow Pride Foundation Fiji (Fiji)
254. Reaccion.climatica@gmail.com (Bolivia)
255. Reach All Women in War (RAW in WAR) (United Kingdom)
256. Red de Educación Popular Entre Mujeres América Latina y Caribe REPEM (Colombia)
257. Refugees International
258. Regards de Femmes (France)
259. Rehabilitation Center for torture victims "Memoria" (Moldova)
260. Relief and Development Pear Foundation (RDP) (Yemen)
261. Réseau Equitas Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire)
262. Réseau Féministe "Ruptures" (France)
263. Réseau Genre et Droits de la Femme "GEDROFE" (Democratic Republic of the Congo)
264. Réseau Musonet (Mali)
265. Réseau pour le Leadership de la Femme en Centrafrique (RELEFCA) (Central African Republic)
266. Rural-Urban Women And Children Development Agency (Ghana)
267. Rutgers (Netherlands)
268. S.O.S. Sexisme (France)
269. Saferworld
270. Salam for Democracy and Human Rights (Bahrain)
271. Sam organization for Rights and Development (Yemen)
272. مؤسسة للتنمية الاجتماعية صنعاء مؤسسة Sana'a Social Development Foundation (Yemen)
273. Sanctus Initiative for Human Development and Values Sustainability(SIHDEVAS) (Nigeria)
274. منظمة لحقوق سواسية Sawasia Human Rights Organization (Yemen)
275. Search for Common Ground (Global)
276. SERVITAS Cameroon (Cameroon)
277. Shabab to Build New Yemen Organization for Development (Yemen)

278. Shamwari Yemwanasikana (Zimbabwe)
279. Shan Women's Action Network (SWAN) (Thailand)
280. Sisters Arab forum for Human Rights (SAF) (Yemen)
281. Sisters of Charity Federatiin (United States)
282. Smash Strategies (United States)
283. والاجتماعية الحقوقية الاغاثة مؤسسة (Social and Human Rights Relief Foundation Yemen)
284. Social Charitable Center Women and Modern World (Azerbaijan)
285. Society for Feminist Analyses AnA (Romania)
286. Society of Catholic Medical Missionaries (United States)
287. Soroptimist International Great Britain & Ireland
288. SOS Center for Youth Capabilities Development (Western Sahara)
289. Support Trust for Africa Development (STAD) (Netherlands)
290. Survival Advocacy Network (Sanfiji) (Fiji)
291. رابطة النساء السورية Syrian Women Association (Syria)
292. منظمة المرأة السورية Syrian Women Organization (Syria)
293. Tamazight Women Movement (Libya)
294. Tearfund (United Kingdom)
295. Teresa Biscosi (Lebanon)
296. The Center of International Humanitarian Law & Human Rights (Yemen)
297. The CVE & Reintegration Initiative (United States)
298. الديمقراطية المدرسة The Democratic School (Yemen)
299. وتعايش مدنيه باء الف مؤسسه The Foundation of Civilization and Civilization (Yemen)
300. The Gender Agency (Australia)
301. The Gulf Centre for Human Rights
302. الإنسانى للأمن وجود The Human Security Foundation (Yemen)
303. The International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR) (Global)
304. The Judith Trust (United Kingdom)
305. The MATCH International Women's Fund (Canada)
306. The New Zealand Federation of Business and Professional Women (New Zealand)
307. The Regional Coalition for WHRDs in the Middle East and North Africa
308. التمنية في الحق إنجاز مؤسسة The Right to Development Foundation (Yemen)
309. The WomanStats Project (United States)
310. TIYE International (Netherlands)
311. Tobe Foundation for Rights and Freedoms (Yemen)
312. Together We Build it Organization (Libya)
313. Toronto Women's City Alliance (Canada)
314. Tunisian Coalition for the ICC (Tunisia)
315. Union Internationale des Avocats (UIA) (France)
316. UN Women National Committee UK (United Kingdom)
317. Union of Palestinian Women's Committees (Palestine)
318. University Hospital (Republic of Somaliland)
319. University Women of Europe (Netherlands)
320. Urgent Action Fund for Women's Human Rights (United States)
321. Urnammu (Syria)
322. Useful to Albanian Women (UAW) (Albania)
323. USOFORAL (Senegal)
324. للتنمية فاد منظمة VAD Development Organization (Yemen)
325. Vanuatu Young Women For Change (Vanuatu)
326. VIVAT International (United States)
327. VOICE MALE Magazine (United States)
328. We Can (Yemen)
329. West African Civil Society Forum (WACSOFF) (Nigeria)
330. Wider Security Network WISE (Finland)
331. Widows for Peace through Democracy (WPD) (United Kingdom)
332. WILPF Australia
333. WO=MEN, Dutch Gender Platform (Netherlands)
334. Womankind Worldwide
335. women & sustainable peace (Netherlands)
336. WOMEN ACROSS FRONTIERS (United States)
337. Women Africa - Women Initiative for Leadership Strategy & Innovation in Africa (Nigeria)
338. Women Development Group (South Sudan)
339. Women Empowerment Initiative (United States)
340. Women Empowerment Organization (Iraq)
341. Women Engage for a Common Future (WECF) (Germany)
342. Women Engage for a Common Future (WECF) (Netherlands)
343. Women for Peace and Democracy Nepal (WPD Nepal) (Nepal)
344. Women for Progress (Iraq)
345. Women for Women's Human Rights (WWHR) - New Ways (Turkey)
346. Women in Adult and Vocational Education (WAVE) (Australia)

347. Women In International Security (WIIS) Italy (Italy)
348. Women Initiative For Peace & Good Governance (Nigeria)
349. معهد القيادة المرأة معهد Women Leadership Institute (Iraq)
350. Women League of Burma (Myanmar)
351. Women of Kazakhstan (Kazakhstan)
352. Women Peacemakers Program (Netherlands)
353. Women Refugee Route (Global)
354. Women Thrive Alliance (United States)
355. النسوي التوافق - للنساء القانونية المنظمة - Women's Consensus - Women's Legal Organization (Yemen)
356. Women's Federation for World Peace (Australia)
357. Women's Global Network for Reproductive Rights (Mexico)
358. Women's Information Consultative Center (Ukraine)
359. Women's Institute for Alternative Development (WINAD) (Trinidad and Tobago)
360. Women's Political Academy Sri Lanka (Sri Lanka)
361. Women's Problems Research Union (Azerbaijan)
362. Women's Initiatives for Gender Justice (Netherlands)
363. Women's International League for Peace and Freedom
364. Women's Refugee Commission
365. والحريات للحقوق العالمي المجلس World Council of Rights and Freedoms (Yemen)
366. World Federalist Movement - Canada (Canada)
367. World Federalist Movement - Institute for Global Policy (United States)
368. World Federation of Ukrainian Women's Organizations WFUWO (Canada)
369. Wppi Kuwait (Kuwait)
370. WREPA (Kenya)
371. Women's UN Report Network (WUNRN) (United States)
372. Yayasan Gender Harmony (Indonesia)
373. Yemen Businesswomen Council (Yemen)
374. حقوقنا الإنسان حقوق لدراسات اليمن مركز Yemen Center for Human Rights Studies (our rights) (Yemen)
375. Yemen Family Care Association (YFCA) (Yemen)
376. المنتدى اليمني الانساني اليمن Yemen Human Forum (Yemen)
377. Yemen Observatory for Human Rights (YOHR) (Yemen)
378. Yemen Organization for Women's Policies (YOWP) (Yemen)
379. Yemen Professional and Businesswomen Development organization (Yemen)
380. التنمية اليمن سما مؤسسة Yemen Sama Development Foundation (Yemen)
381. اليمن نساء اتحاد Yemen Women Union (Yemen)
382. Yemeni Development Network (Yemen)
383. Yemeni Development Network for NGOs (YDN) (Yemen)
384. الفدرالية لحقوق اليمن الفدرالية اليمن Yemeni Federation for Human Rights (Yemen)
385. والسلام الأمن أجل من اليمني النسوي التوافق Yemeni Feminist Consensus for Peace and Security (Yemen)
386. النزاهة لتعزيز اليمن المنظمة Yemeni Organization for the Promotion of Integrity (Yemen)
387. Yemeni Women Union (Yemen)
388. Youth Leadership Development Foundation (YLDF) (Yemen)
389. Youth without Borders Organization for Development (Yemen)
390. Zimbabwe National Council of Young Men's Christian Association (Zimbabwe)
391. Zonta International